

# Assises de l'emploi : une nouvelle recette contre le chômage des jeunes en gestation

■ Proposées par le Souverain, les Assises de l'emploi réuniront toutes les parties prenantes concernées par l'emploi et la formation pour trouver des solutions au chômage des jeunes ■ L'Intérieur va accompagner la régionalisation de la politique de promotion de l'emploi en associant conseils régionaux, walis, CRI et comités de l'INDH, et en misant sur l'entrepreneuriat ■ La CGEM compte proposer des mesures adaptées à chaque segment de chômeurs.

Assises de la fiscalité, Assises du commerce, Assises de l'emploi... 2019 promet d'être l'année de réflexion autour des remèdes aux grands maux dont pâtit le Maroc sur le plan économique. Problématique à la fois transverse et complexe, la question de l'emploi des jeunes est un caillou dans la chaussure du Royaume. Une bombe à retardement, diraient les plus pessimistes, que tous les gouvernements qui se sont succédé durant ces dernières années n'ont réussi à désamorcer, poussant ainsi le Cabinet royal à prendre en main ce dossier brûlant. En effet, l'organisation d'une «rencontre nationale de l'emploi et la formation» a été explicitement évoquée dans le discours royal du 20 Août 2018, à l'occasion du 65<sup>e</sup> anniversaire de la révolution du Roi et du Peuple. L'idée est de réunir toutes les parties prenantes de l'emploi et de la formation pour réfléchir sur la problématique afin d'arrêter des mesures concrètes. «Il ne s'agit pas d'émettre des recommandations, mais plutôt

d'apporter des mesures applicables dès le lendemain de la clôture des assises», indique une source proche du dossier. Reporté à une date ultérieure - encore inconnue à ce jour - à l'issue d'une réunion de travail au Palais royal de Rabat, fin novembre 2018, l'événement est prévu pour cette année. Pour mémoire, le Souverain avait émis des réserves sur la première copie présentée par le gouvernement, tout en recommandant d'inclure la dimension territoriale et de considérer l'agriculture comme gisement de l'emploi.

## Les walis amenés à jouer un rôle important

Où en est-on aujourd'hui ? Selon nos informations, toutes les parties prenantes travaillent d'arrache-pied pour préparer, chacune, une plateforme de propositions pour juguler le chômage chronique des jeunes. Un aveu d'échec à peine voilé des politiques de l'emploi menées par les gouvernements successifs depuis les années 2000 (voir encadré). «Des rencontres régionales ont été organisées pour approfondir la réflexion sur les leviers territoriaux mobilisables au service de la promotion de l'emploi et la formation, et mettre en exergue les atouts et les potentialités des régions en matière de développement», peut-on lire dans une note de cadrage communiquée exclusivement à *La Vie éco*.

Dans le détail, l'idée est d'impliquer désormais les régions dans la politique de l'emploi, comme étant un acteur clé aux côtés de l'Etat. Une implication déjà prévue par le législateur, puisque, au sens de la loi organique relative aux régions, la formation professionnelle, la formation continue et l'emploi sont du

## Les diplômés sur la touche

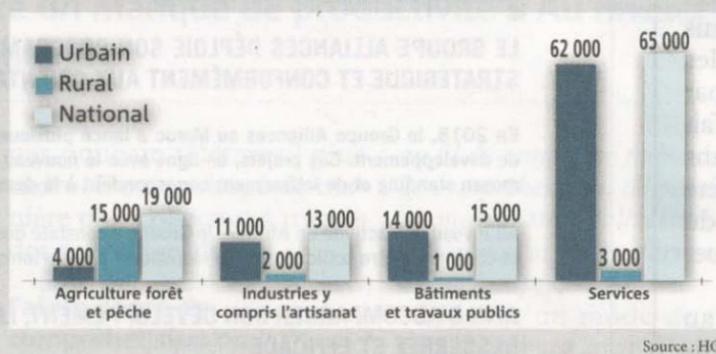
**Part du chômage de longue durée dans le volume global du chômage selon le sexe, l'âge et le diplôme (en %).**



**Structure de la population active en chômage selon les moyens de recherche d'emploi et le diplôme (en %).**



**Création nette d'emplois entre 2017 et 2018 par secteur d'activité économique et milieu de résidence**



## Le marché du travail en chiffres

- 112 000 emplois créés entre 2017 et 2018
- Taux de chômage de 9,8% (14% chez les femmes et 17,1% chez les diplômés)
- Taux d'emploi de 41,7%
- 6 chômeurs sur 10 sont des primo-demandeurs
- 75% d'entre eux désirent travailler en tant que salariés

ressort du Conseil régional, comme étant une compétence propre du Conseil régional. Selon le document, les régions devront présenter leurs propositions aux Assises nationales de l'emploi et de la formation. Dans le même registre, les walis seront également amenés à jouer un rôle impor-

tant dans le renforcement du rôle de l'échelon régional en matière de gestion et de promotion de l'emploi.

Concrètement, la Direction générale des collectivités territoriales (DGCL), relevant du ministère de l'intérieur, a déjà planché sur la territorialisation de la politique de l'emploi. Selon

les premières indiscretions, la direction dirigée par Khalid Safir envisage la création de structures de coordination aux pouvoirs élargis et déconcentrées auprès des walis et des présidents de région, mais pas que. L'Intérieur entend encourager la contractualisation entre l'Etat et les Régions, en considérant la région comme espace de convergence des politiques sectorielles de développement, permettant de créer l'emploi. Pour promouvoir l'auto-emploi, le réseau des Centres régionaux de l'investissement (CRI) et les comités de l'Initiative nationale de développement humain (INDH) seront appelés à la rescousse; ils seront chargés de la coordination des activités génératrices de revenus.

## Cinq axes pour cadrer les propositions

Des fonds régionaux de promotion de l'emploi seront mis en place pour financer des actions à caractère local. N'étant pas en reste, le secteur privé sera associé dans la mise sur pied de programmes de formation-adaptation, qui reposent sur des niches d'activités régionales. La reconversion des diplômés chômeurs est également au menu des actions prévues par l'Intérieur. Enfin, des écosystèmes dédiés à l'entrepreneuriat devront voir le jour pour accompagner les créateurs de TPE et financer via les fonds de l'INDH des initiatives lancées dans le sillage de programmes régionaux des chaînes de valeur à fort potentiel.

«Le ministère de l'agriculture travaille lui aussi sur sa propre batterie de mesures pour faire du secteur agricole un gisement de l'emploi, comme recommandé par le Souverain. D'autres départements sont également

associés à ce chantier», conclut notre source.

Mécanismes de promotion de l'emploi, programmes d'éducation et de formation et leur adéquation avec les besoins du marché de travail, appui à l'initiative et à la culture entrepreneuriales, gouvernance des dispositifs d'emploi et de formation au niveau national et régional, l'agriculture comme gisement d'emploi, ce sont là les cinq axes autour desquels s'articuleront les propositions des parties prenantes de l'emploi et la formation lors de ces assises (voir «Avis d'expert»).

Joint par *La Vie éco*, Hamid El Otmani, président de la

commission Talents, Formation et Employabilité à la CGEM, nous a communiqué plus de détails sur la vision et les attentes du patronat quant aux Assises de l'emploi. Selon lui, déjà le fait que toutes les parties prenantes du système de l'emploi et la formation se réunissent autour d'une même table est en soi un pas en avant.

«Le point de départ est que la masse des chômeurs - qui s'élève à plus d'un million d'individus - est devenue critique. D'un côté, des centaines de milliers de demandeurs d'emploi arrivent sur le marché du travail. De l'autre, seuls quelques dizaines de milliers de

postes sont créés. Il y a donc un déficit qui grossit d'année en année», rappelle le représentant de la CGEM. Pour lui, il faut agir sur plusieurs actions. A commencer par le soutien à la croissance en développant l'investissement avec une grappe de décisions à plusieurs niveaux (fiscalité, politiques sectorielles...). «L'ambition est de créer plus d'emplois à même d'absorber chaque année le maximum possible de nouveaux arrivants sur le marché du travail», indique-t-il. Un vœu pieux qui fait écho à une problématique plus globale sur le plan économique, à savoir l'essoufflement du modèle de développement.

#### LA CGEM VEUT INSTAURER UNE APPROCHE MARKETING AU SEIN DU MARCHÉ MAROCAIN DE L'EMPLOI

Au-delà, l'approche que veut défendre la CGEM lors des Assises est la segmentation de la masse des chômeurs en plusieurs catégories homogènes, afin de mettre en place des mécanismes spécifiques à chacune d'entre elles. «Les besoins d'accompagnement différent d'une catégorie à l'autre. Il y a par exemple ceux qui sont employables mais qui ont besoin d'être mieux orientés et mieux accompagnés. Il y a ceux qui postulent et passent des entretiens, mais n'arrivent pas à décrocher un emploi. Une autre catégorie ne trouve aucune annonce faisant

#### AVIS D'EXPERT



ALI SERHANI  
■ Consultant

## «N'est pas auto-entrepreneur qui veut»

Le meilleur mécanisme de promotion de l'emploi est l'encouragement des investissements, en l'occurrence étrangers. Ceux-ci donnent lieu à la création d'entreprises structurées et

attractives. Des multinationales, qui malgré ce qu'on peut leur reprocher, offrent des emplois formels, durables et sécurisés. Du côté des programmes d'emploi et de formation, il est plus que jamais urgent de renforcer la place de l'anglais et instaurer l'enseignement des soft-skills. Il faut revoir en profondeur les programmes des Facultés de droit et limiter le nombre de places pour ne pas dire tourner la page des spécialités qui ne forment depuis des années que des chômeurs. Il est urgent de mettre en place des formations liées aux métiers mondiaux et aux métiers de l'avenir. Pour ce qui est de l'entrepreneuriat, il est utile de rappeler que n'est pas entrepreneur qui veut. Si l'on veut plus d'entrepreneurs, il faut s'approprier la culture du risque, inculquer le civisme fiscal et la transparence. S'agissant de la territorialisation de la politique de l'emploi, j'estime que les régions sont appelées à trouver des solutions à la problématique du foncier. Enfin, l'agriculture peut créer des emplois, mais encore faut-il qu'elle ne soit pas trop dépendante de la pluviométrie ■

## Les tares de la politique de l'emploi vues par le Policy center of The New South

Les programmes Idmaj, Taehil et Moukawalati en 2006 ou la stratégie nationale de l'emploi pour la période 2015-2025.... Les plans et les initiatives publiques en matière d'emploi se sont multipliés dès la fin des années 90 et le début des années 2000. Aomar Ibourk, professeur à l'université Cadi Ayyad et Senior fellow à Policy Center of The New South (ex-OCP Policy Center), a procédé à l'évaluation de l'ensemble des programmes et des plans de la politique d'emploi au Maroc. Sa conclusion est sans appel : la politique de l'emploi est souvent à la fois mal conçu et peu évaluée. La raison ? L'absence de pré-requis nécessaires dont la connaissance fine du marché de travail et son évolution, et un dispositif statistique fin de suivi-évaluation des mesures de promotion d'emploi. Autre reproche : l'exécution des programmes à grande échelle sans aucune expérimentation préalable, en donnant beaucoup d'importance à la réalisation des objectifs quantitatifs (nombre de contrats) au détriment des objectifs qualitatifs (durabilité et conditions d'insertion) ■

mention de leurs profils», détaille celui qui est également DG du Cabinet LMS ORH. En clair, la CGEM veut instaurer une approche marketing au sein du marché marocain de l'emploi (voir chiffres clés et graphes). Un marché mal organisé et marqué par le faible recours à l'intermédiation institutionnelle dans la recherche d'emploi. Selon

le HCP, seuls 21,9% des chômeurs font appel aux annonces et aux concours alors que les deux tiers préfèrent les personnes parentes, l'entourage ou le contact direct. Contacté par *La Vie éco*, le secrétaire général de l'Union marocaine du travail (UMT) Miloudi Moukharik est resté injoignable ■

MEHDI JAOUHARI